



## Pacte international relatif aux droits civils et politiques

Distr. générale  
31 décembre 2015

Original : français  
Anglais, espagnol et français  
seulement

### Comité des droits de l'homme

## Observations finales concernant le rapport initial de Djibouti

### Additif

### Renseignements reçus de Djibouti au sujet de la suite donnée aux observations finales\*

[Date de réception : 8 novembre 2015]

#### Paragraphe 10

1. La violence intrafamiliale ne relève pas d'un régime juridique spécifique, elle est considérée comme toutes les autres formes de violence qui sont sévèrement punies par la loi pénale. Toutefois et, en raison de la nature « invisible voire tabou » de la violence intrafamiliale, l'État partie accorde une attention particulière à la question. Il a mené et continue de mener de nombreuses actions pour réduire et même éradiquer dans la mesure du possible cette violation grave aux droits de la femme. L'État partie a, d'abord privilégié l'aspect préventif et a, à ce titre orchestré de nombreuses campagnes de sensibilisation en utilisant les différents supports et canaux de communication (émissions à la radio et à la télé, réunions de réflexions, spot publicitaires et affiches, etc.).

2. Le message véhiculé par les différentes campagnes était simple et claire : « le silence est coupable ». L'objectif était avant tout de combattre le tabou qui entoure le sujet. Ce n'est qu'une fois, la violence dénoncée et portée à la connaissance de tous que les poursuites peuvent s'organiser.

3. Pour aider les victimes de la violence intrafamiliale, le gouvernement et la société civile ont créé en 2007 au sein de la plus ancienne et plus grande ONG du pays, l'Union Nationale des Femmes Djiboutiennes (UNFD), une cellule d'écoute, d'information et d'orientation des femmes et des filles victimes de violence. Cette cellule est animée par un groupe de professionnels qui, chacun dans son domaine apporte un soutien psychologique, médical et surtout juridique.

4. La cellule est de plus en plus sollicitée par des femmes qui connaissent mieux leurs droits suite aux différentes campagnes de sensibilisation. Par exemple, durant l'année 2013, la cellule a connu 256 affaires qui concernaient des cas de violence conjugale, de viol, d'abus sexuel, non-paiement de pension alimentaire, violence morale et violence verbale. La très grande majorité de ces affaires a été portée devant les juridictions.

\* Le présent document n'a pas fait l'objet d'une relecture sur le fond par les services d'édition.



5. Nous pouvons encore informer le Comité des droits de l'Homme que l'État partie a élaboré un guide pour répondre aux violences fondées sur le genre : ce guide constitue un outil juridique, d'information et d'orientation des femmes mais aussi des hommes victimes de violence. C'est un outil pédagogique très important qui aide les femmes notamment à porter plainte et à recourir à l'aide de la justice.
6. Toujours dans cette optique de protéger les femmes et les filles victimes de la violence fondée sur le genre, l'État partie a rédigé et publié un guide sur les violences sexuelles en 2011. Ce guide est un outil de vulgarisation, de prévention et de protection des droits des personnes vulnérables et victimes des violences sexuelles. Il apporte des réponses aux interrogations que tout un chacun se pose. Il décrit les conduites à tenir, ainsi que les différentes étapes de la procédure judiciaire.
7. Ces nombreuses activités commencent à porter leurs fruits et les femmes osent de plus en plus défendre leurs droits devant les juridictions.
8. Afin de consolider les acquis en matière, de lutte contre les violences fondées sur le genre, le gouvernement envisage de prendre les mesures suivantes :
  - Soumettre à la prochaine session parlementaire d'octobre 2015, un projet de loi portant mise en place de mesures pénales sur les violences intra familiales dans toutes ses formes;
  - Renforcer la politique de lutte contre les violences déjà mis en œuvre par le gouvernement en mettant d'avantage l'accent sur les activités de sensibilisation;
  - Assurer des formations aux différentes autorités (polices, gendarmes, magistrats et autres...) chargées de l'application du cadre législatif existant;
  - Mettre en place des programmes de prise en charge juridiques, sociaux et psychologiques aux victimes de violences.

#### **Paragraphe 11**

9. L'État partie rejette encore une fois avec vigueur les allégations de tortures et de mauvais traitements dont il est injustement accusé. Pour preuve, les lieux de détention sont ouverts à tous les acteurs qui travaillent avec nous dans les différents programmes de promotion et de protection des droits de l'Homme.
10. Ainsi l'État partie invite régulièrement les partenaires multilatéraux (Commission Africaine des Droits de l'Homme, CICR, la coordination du Système des Nations Unies) et les partenaires bilatéraux tels que les États-Unis d'Amérique, à effectuer des visites en toute indépendance et en toute transparence sur les lieux de détention.
11. La dernière visite faite par la Commission Africaine des Droits de l'Homme date du 25 mai au 1<sup>er</sup> juin 2015. Celle-ci a produit des remarques qui contredisent les allégations de tortures et de violences dans les lieux de détention (produire le rapport en pièce jointe).
12. La Commission Africaine en statuant sur des cas de tortures a rendu des décisions en faveur de l'État partie et a rejeté les fausses accusations formulées par la partie adverse, en l'occurrence Monsieur Assad.
13. Au niveau national, la Commission Nationale des Droits de l'Homme (CNDH) effectue des visites annuelles à la prison principale de Gabode et dans les commissariats de Police et les brigades de la Gendarmerie afin de produire un rapport contenant notamment des recommandations à l'attention du gouvernement.

14. Le renforcement du statut de la Commission par la mise en place de la loi portant création organisation et fonctionnement de la CNDH du 20 juillet 2014, lui permet notamment :

Article 11 de la loi : La Commission peut recevoir des plaintes et enquêtes sur les cas de violation des droits de l'Homme; effectuer des visites régulières, notifiées ou inopinées dans tous les lieux de détention et formuler des recommandations à l'endroit des autorités compétentes en vue d'améliorer le traitement et la situation des personnes privées de liberté; prévenir la torture et autres peines ou traitement cruels, inhumains ou dégradants, conformément aux normes internationales, régionales ou nationales pertinentes; lutter contre les viols et les violences basées sur le genre; saisir le Ministère public des cas de violation des droits de l'Homme; apporter ou faciliter l'assistance judiciaire aux victimes des violations des droits de l'Homme, en particulier les femmes, les enfants et autres personnes vulnérables.

15. L'État partie s'engage, dès la prochaine session de l'Assemblée Nationale en octobre 2015, à ratifier le protocole d'Istanbul et à l'introduire dans les programmes de formation et de sensibilisation des forces de l'ordre en ce qui concerne la conduite des enquêtes et toutes autres procédures judiciaires.

## **Paragraphe 12**

16. Après deux années de contestation de l'opposition suite aux élections législatives de février 2013, le gouvernement et l'opposition ont signé en décembre 2014 un accord cadre ayant pour objectif d'une part de régler les différends immédiats et d'autre part de travailler ensemble pour créer un climat propice à l'exercice d'une démocratie apaisée et pluraliste.

17. Les deux parties ont, chacun de son côté commencé à exécuter les points sur lesquels ils se sont engagés. L'opposition a, par exemple intégré l'Assemblée Nationale dans laquelle elle refusait de siéger. Le gouvernement a, quant à lui, amnistié 3 membres de l'opposition qui étaient privés de leurs droits civiques et politiques suite à une condamnation du tribunal. Le gouvernement a, également réintégré les agents de l'État contestataires, reconnus responsables des faits de nature à entraver le bon fonctionnement de l'administration publique.

18. Toujours dans le cadre de l'application de cet accord cadre, les deux parties ont formé une commission parlementaire paritaire chargé de mener des réformes pour consolider les droits civils et politiques dans le pays.

19. Les réformes définies comme prioritaires sont :

- La réforme de la Commission Électorale Nationale Indépendante (CENI) existante en une Commission Électorale Nationale Indépendante Paritaire;
- L'Adoption d'un Statut de l'Opposition Politique;
- La réforme de la loi sur la communication adoptée en 1992;
- Le renforcement de la décentralisation;
- La consolidation et le renforcement de mécanismes nationaux régulant et garantissant les questions relatives aux droits de l'Homme et aux libertés publiques.

20. Toutes ces réformes seront matérialisées par une série de textes législatifs qui seront en principe débattus et éventuellement votés par les parlementaires lors de la prochaine session qui débutera, comme déjà dit en octobre 2015.

21. Par ailleurs, la révision de la loi sur la communication est au cœur des réformes envisagées par le gouvernement et l'opposition. Par conséquent, tous les points contraires à nos engagements internationaux ainsi que tous les autres points risquant d'entraver l'exercice de la liberté d'expression seront abrogés à l'issue de l'application des réformes.

22. Pour ce qui concerne l'emprisonnement des journalistes, nous déclarons encore avec force, à l'honorable Comité que la République de Djibouti n'a jamais enfermé des journalistes qui ont exercé leur liberté d'expression qui est un droit garanti par la Constitution.

23. Par conséquent, au jour d'aujourd'hui, notre pays ne connaît ni des détenus politiques ni des détenus d'opinion.

24. Pour ce qui concerne les activistes que vous avez énumérées dans votre recommandation à savoir, les membres de la société civile, les défenseurs des droits de l'Homme, les journalistes et les syndicalistes, ils bénéficient d'une protection accrue. Ils ont au même titre que les autres citoyens le droit de se défendre devant les juridictions s'ils sont harcelés ou menacés dans l'exercice de leurs professions.

25. À ce titre, il est important de noter que l'État partie a, d'ores et déjà introduit un projet de loi en cours d'adoption au Parlement pour la mise en place d'une Commission Nationale de la Communication. Cette Commission indépendante a pour mission de faire respecter la loi en matière de liberté de presse et de droit à l'information.

26. La Commission veillera à l'indépendance et à la liberté de l'information et de la communication et, sera chargée de faire respecter la déontologie au sein de la profession.

---